



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
2018

Rapport semestriel d'activité	3
1.1 Mot de la Directrice générale.....	3
1.2 Activité du groupe Korian au 1 ^{er} semestre 2018.....	4
1.3 Comptes consolidés.....	6
1.4 Événement important survenu depuis le 1 ^{er} juillet 2018	10
1.5 Facteurs de risques	10
1.6 Transactions avec des parties liées.....	10
1.7 Perspectives	10
Comptes semestriels consolidés condensés	12
2.1 Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2018.....	12
2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	42
Attestation du responsable du document	43

CHAPITRE 1

Rapport semestriel d'activité

1.1 Mot de la Directrice générale

« Grâce à la mobilisation exemplaire de ses équipes dans ses quatre pays, Korian recueille les fruits des actions de fond engagées depuis deux ans dans le cadre du plan Korian 2020. Korian est aujourd'hui en excellente position pour accompagner les transformations du marché des seniors à l'échelle européenne et bénéficier à plein de la dynamique des quatre marchés dans lesquels il est présent avec des positions de leader. L'avance prise au premier semestre nous permet de relever nos objectifs de croissance et de marge pour l'année 2018 ».

Sophie Boissard

Directrice générale de Korian



1.2 Activité du groupe Korian au 1^{er} semestre 2018

1.2.1 PRINCIPAUX INDICATEURS

Korian, expert des services d'accompagnement et de soins dédiés aux seniors, a réalisé, au titre de la période close le 30 juin 2018, un chiffre d'affaires de 1 633,9 M€ en hausse de 6,0 %.

Au 1^{er} septembre 2018, le Groupe dispose d'une capacité d'accueil de plus de 76 000 résidents/patients en Europe (France, Allemagne, Belgique et Italie) et gère environ 750 établissements dans quatre lignes de métiers : maisons de retraite médicalisées, cliniques spécialisées, résidences services et réseaux de soins à domicile.

1.2.2 FAITS MARQUANTS

1.2.2.1 Évolution de la gouvernance interne

Le 3 avril 2018, M. Philippe Garin a été nommé comme Directeur financier Groupe et membre du Comité de direction générale, en lieu et place de M. Laurent Lemaire.

Le 1^{er} mai 2018, M. Bart Bots a été nommé Directeur du développement international et membre du Comité de direction générale, afin de piloter l'expansion du Groupe en dehors des quatre pays où il est déjà présent pour structurer et accélérer la présence du Groupe sur d'autres marchés. M. Dominiek Beelen lui succède en tant que Directeur général Belgique et membre du Comité de direction générale.

La composition du Comité de Direction Générale est disponible sur le site Corporate du Groupe (<https://www.korian.com/fr/gouvernance-groupe>).

1.2.2.2 Poursuite d'une stratégie active de développement dans les quatre pays

Le Groupe a poursuivi au 1^{er} semestre une stratégie de développement active, avec l'ouverture ou l'acquisition de plus de 100 unités sur la période. L'augmentation du parc s'est faite de façon équilibrée par développement organique et par acquisitions ciblées. Cette stratégie de développement de proximité permet au Groupe d'accroître la densité du réseau et de renforcer ses expertises spécialisées afin de pouvoir proposer des parcours de soin complets dans chacun de ses pays d'implantation. Korian a ainsi acquis, en janvier 2018, 70% d'Agès&Vie, jeune société franc-comtoise ayant développé un concept novateur de colocation pour les seniors en perte d'autonomie. Korian a également renforcé sa présence sur le segment de l'hospitalisation à domicile (HAD) en France par l'acquisition de CliniDom, spécialisé en oncologie. En Italie, le Groupe a pris une participation majoritaire dans l'hôpital San Giuseppe, plateforme de soins aigus et de réhabilitation spécialisée en orthopédie, renforçant ainsi sa présence en Toscane où il compte désormais plus de 8 établissements sanitaires et médico-sociaux spécialisés dans les soins gériatriques.

1.2.2.3 Plan d'accélération de la croissance en France

En France, Korian a bénéficié des premiers effets du plan d'accélération de la croissance engagé début 2017. Ce plan repose notamment sur un programme ambitieux de développement et de modernisation du parc afin de renforcer la pertinence de ses offres, de rapprocher ses établissements, notamment sanitaires, des principaux prescripteurs et de développer des capacités supplémentaires, en particulier en chambres particulières et hospitalisations de jour. 3 nouveaux établissements ont été ouverts au 1^{er} semestre dans le cadre du programme. Dans le pôle Santé, un quatrième projet de relocalisation de clinique a été livré avec succès à Sainte Foy les Lyons. Une dizaine d'autres interviendront entre 2019 et 2021. Le Groupe a également poursuivi le développement de son activité d'hospitalisation de jour avec la mise en service de 3 nouvelles unités dans des établissements existants. La capacité a ainsi doublé en 2 ans. Dans le pôle Senior, 2 nouveaux établissements ont été livrés dans les Yvelines et en Charente (extension d'un établissement existant). Le plan « Boost » qui

visé à rénover en tout ou partie plus de 50 établissements (chambres et parties communes) d'ici 2020, a commencé à être déployé sur le réseau, avec une première série de 7 établissements livrés et 20 autres en travaux.

1.2.2.4 Montée en puissance de la stratégie immobilière « asset smart »

La stratégie immobilière « asset smart » mise en œuvre depuis 2017 vise à gérer activement la base d'actifs, notamment dans la phase de développement, à augmenter de façon sélective le taux de détention des actifs et à réduire le taux d'effort par la renégociation des baux.

Le partenariat de développement signé en septembre 2017 avec Icade se déploie rapidement avec 7 projets lancés en France sur un total de 15 projets en cible. Les 1^{ères} livraisons sont prévues à compter de 2019. Des discussions sont en cours avec d'autres partenaires pour accroître la force de frappe du Groupe dans l'expansion et la reconfiguration de son parc sur ses différentes géographies, sur la base du « pipeline » d'environ 50 projets immobiliers neufs à réaliser à horizon 2022. Par ailleurs, le plan de renégociations des loyers, engagé sur un premier portefeuille de 150 baux, progresse favorablement. 90 baux ont été renégociés, principalement en France et en Allemagne, qui permettront de générer en 2019 plus de 5 M€ d'économie de loyers, en avance de deux ans sur les échéances fixées dans le plan Korian 2020.

1.2.2.5 Accélérer la transformation digitale

Korian se dote d'une agence digitale interne « Korian Solutions » pour accélérer la transformation digitale de ses établissements, développer de nouveaux services, en particulier pour les personnes prises en charge à domicile ou en ambulatoire et contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de ses clients, de leurs familles et de ses collaborateurs. Après le lancement en France en 2017 du réseau social Korian Générations, développé en partenariat avec Famileo, de nouveaux partenariats ont été conclus au premier semestre : avec la start-up medGo pour développer dans chacun des pôles d'établissements une plateforme de gestion des remplacements des collaborateurs soignants et hôteliers, avec Doctolib qui développe une solution adaptée aux services d'hospitalisation de jour. Par ailleurs Korian a conclu des partenariats de développement avec les sociétés Wellcoop et Patientys (filiale du Groupe Webhelp) pour déployer des solutions innovantes de maintien à domicile. Enfin, en novembre 2018 le Groupe ouvrira dans la région parisienne une maison de retraite médicalisée pilote qui sera le premier établissement entièrement connecté du Groupe. Ces solutions ont vocation ensuite à être déployées sur l'ensemble du parc.

1.3 Comptes consolidés

Il est rappelé que Korian privilégie l'EBITDAR comme indicateur de référence, dans la mesure où celui-ci permet d'apprécier sa performance opérationnelle indépendamment de sa politique immobilière (la détention ou l'externalisation des murs des établissements ayant une incidence sur le résultat opérationnel). Il est constitué de l'excédent brut d'exploitation des secteurs opérationnels avant charges locatives.

L'EBITDA correspond à l'EBITDAR précédemment défini diminué des charges locatives.

1.3.1 COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017	Variation
Chiffre d'affaires	1 633,9	1 541,8	6,0 %
EBITDAR	424,1	400,8	5,8 %
%	26,0 %	26,0 %	-
Loyers	-196,4	-192,2	2,2 %
EBITDA	227,7	208,6	9,2 %
%	13,9 %	13,5 %	0,4 %
Dépréciations et provisions	-84,3	-78,6	7,3 %
EBIT	143,4	130,0	10,3 %
%	8,8 %	8,4 %	0,4 %
Autres produits et charges opérationnels	4,2	-4,5	n/a
Résultat opérationnel	147,6	125,5	17,6 %
Résultat financier	-58,2	-56,0	3,9 %
Résultat avant impôts	89,4	69,5	28,6 %
Impôts	-33,4	-29,5	13,1 %
%	-37,4 %	-42,5 %	5,1 %
Intérêts minoritaires	-0,9	-1,6	-40,8 %
RESULTAT NET PART DU GROUPE	55,1	38,4	43,3 %

1.3.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	S1 2017	Variation
GRUPE	1 633,9	1 541,8	6,0%
France	812,5	784,1	3,6 %
Allemagne	449,7	435,0	3,4 %
Belgique	204,1	171,1	19,3 %
Italie	167,6	151,6	10,6 %

Le groupe Korian a réalisé au 1^{er} semestre 2018 un chiffre d'affaires de 1 634 M€, en hausse de 6,0 % par rapport à l'exercice précédent. Cette bonne performance, en ligne avec le plan de marché du Groupe, marque une nette accélération de la croissance par rapport à l'exercice précédent (+4,9% au premier semestre 2017). Elle repose sur une croissance organique solide (2,9 %) et sur la stratégie active de développement externe menée par le groupe en 2017 et poursuivie au cours du 1^{er} semestre 2018.

Sur le 1^{er} semestre, le parc opéré par le Groupe s'est accru d'environ 1 100 lits dont la moitié par développement organique.

- France : Le chiffre d'affaires s'établit à 813 M€, en progression de 3,6%, porté par une croissance organique plus dynamique, à 2,5%, et par la reprise d'une stratégie d'acquisitions ciblées. L'accélération de la croissance organique traduit la montée en puissance du programme de développement et de modernisation du parc d'établissements engagé en 2017.

La croissance du pôle Seniors a été portée par la bonne tenue des prix moyens journaliers, la montée en puissance des ouvertures et extensions (Saverne, Montigny, La Trimouille) et la contribution des acquisitions réalisées depuis le début de l'année (Ages & Vie, concept innovant de résidences pour seniors en perte d'autonomie, et Fontdivina, résidence médicalisée haut de gamme située dans les Alpes Maritimes).

Le pôle Santé a affiché une bonne dynamique de chiffre d'affaires sous l'effet des projets de développement et de reconfiguration du parc livrés en 2017 et sur le 1^{er} semestre 2018. L'activité a notamment bénéficié du renforcement du niveau de spécialisation et de l'augmentation des capacités, en particulier en chambres particulières et en ambulatoire. Le Groupe a également renforcé sa présence sur le segment de l'Hospitalisation à domicile (HAD) avec l'entrée en périmètre de CliniDom, spécialisé en oncologie.

Le chiffre d'affaires de l'International a progressé de 8,4%, à 821 M€. La croissance organique s'est établie à 3,2%.

- Allemagne : La croissance organique est restée soutenue sur le trimestre, à 3,7%, portée par un effet prix favorable lié à l'augmentation du niveau de dépendance moyen des résidents et par la montée en charge des établissements ouverts au cours des dix-huit derniers mois. Trois nouvelles maisons de retraite ont été livrées sur la période. En données publiées, le chiffre d'affaires progresse de 3,4% après prise en compte des sites cédés dans le cadre du programme de rationalisation et de mise aux normes du parc.
- Belgique : Le chiffre d'affaires est en augmentation de 19,3%, sous l'effet notamment de l'entrée en périmètre des deux portefeuilles d'établissements acquis auprès de Senior Assist, respectivement en juin 2017 et janvier 2018. La société a poursuivi sa stratégie de développement de proximité avec l'acquisition de deux nouveaux établissements au cours du 1^{er} trimestre. La croissance organique est restée solide, à 4,0%, portée notamment par la montée en puissance des ouvertures, extensions et rénovations réalisées depuis fin 2016.
- Italie : La croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée très significativement sous l'effet de la stratégie d'acquisition offensive engagée en 2017. Le chiffre d'affaires a ainsi progressé de 10,6% au 1^{er} semestre

(contre 1,5% sur l'ensemble de l'année 2017). La croissance organique ressort à 0,8%.

1.3.3 EBITDAR

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	% CA	S1 2017	% CA	Variation
GROUPE	424,1	26,0 %	400,8	26,0 %	5,8 %
France	221,6	27,3 %	215,3	27,5 %	2,9 %
Allemagne	110,0	24,5 %	106,2	24,4 %	3,6 %
Belgique	51,8	25,4 %	42,6	24,9 %	21,6 %
Italie	40,7	24,3 %	36,6	24,2 %	11,2 %

L'**EBITDAR**¹ (EBITDA avant loyers) du Groupe s'élève à 424 M€, en progression de 5,8% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Le taux de marge est stable, à 26%, grâce à une gestion opérationnelle optimisée dans l'ensemble des pays.

- En France, la bonne gestion des coûts, et en particulier des coûts liés à la montée en charge des sites restructurés, a permis de limiter l'impact défavorable de la réduction du CICE et de la baisse des tarifs dans le secteur des cliniques de soins de suite. En conséquence, la marge ne recule que de 20 points de base.
- La marge de l'Allemagne progresse de 10 points de base grâce aux premiers effets du plan Success 2020. Le volet portant sur la réduction des coûts centraux est bien engagé, tandis que les actions relatives à l'optimisation de la gestion des plannings, combinées à la mise en œuvre d'une politique plus active en matière de recrutements, ont permis de commencer à réduire le recours à l'intérim. Le bénéfice de ces différentes actions se fera pleinement sentir au second semestre.
- La Belgique affiche une augmentation de marge de 50 points de base, qui traduit les bénéfices de la stratégie active de développement poursuivie en 2017 (économies d'échelle, montée en puissance des sites non encore matures ou en reconfiguration).
- La marge de l'Italie est en progression de 10 points de base grâce à une gestion optimisée des coûts sur un portefeuille mature.

1.3.4 EBITDA

<i>En millions d'euros</i>	S1 2018	% CA	S1 2017	% CA	Variation
EBITDA Groupe	227,7	13,9 %	208,6	13,5 %	9,2 %

L'**EBITDA** s'élève à 228 M€, en hausse de 9,2% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Le taux de marge s'établit à 13,9%, en progression de 40 points de base par rapport à son niveau du 1^{er} semestre 2017. Cette progression résulte, à hauteur de la moitié, de la montée en puissance de la politique immobilière « asset smart » engagée en 2017 et d'autre part, de l'effet favorable sur les charges immobilières des acquisitions récentes en Belgique et en France (en application de la norme IAS 17).

¹ L'EBITDAR est le solde intermédiaire de gestion privilégié par le groupe Korian pour suivre la performance de ses établissements. Il est constitué de l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) des secteurs opérationnels avant charges locatives.

1.3.5 RESULTAT NET

Les autres produits et charges opérationnels intègrent des charges de réorganisation, en baisse par rapport à l'année précédente, plus que compensées par des reprises de provisions en Allemagne.

Avec une charge financière nette de 58 M€ et une charge d'impôts de 33 M€, le Résultat net part du groupe s'établi à 55 M€, en hausse de 43,3% par rapport au 1er semestre 2017. Le résultat net courant part du Groupe² progresse de 26,3%

1.3.6 STRUCTURE FINANCIERE

Au 30 juin 2017, la dette nette s'établit à 2 486 M€, en hausse de 146M€ par rapport au niveau du 31 décembre 2017.

Cette augmentation, qui provient essentiellement de la dette immobilière, résulte d'une part de l'augmentation du taux de détention des actifs immobiliers, conformément à la stratégie poursuivie par le Groupe, et d'autre part de l'entrée en périmètre des acquisitions récentes en Belgique et en France (dette sur engagement de loyers en application de la norme IAS 17).

La dette financière nette, hors dette immobilière, s'est établie à 1 228 M€ contre 1209 M€ au 31 décembre 2017.

Le levier financier retraité représente 3,2 fois l'EBITDA, stable par rapport à son niveau du 31 décembre 2017, et bien inférieur au maximum autorisé de 4,75X au 30 juin et 4,5X au 31 décembre.

Au 30 juin 2018, le Groupe disposait de 650 M€ de lignes bancaires confirmées non utilisées et d'un montant de trésorerie disponible de 459 M€.

² Résultat net courant: résultat net part du Groupe (RNPG) - (autres charges et produits opérationnels + résultat de cession des participations consolidées) * (1-IS normatif à 34%)

1.4 Événements importants survenus depuis le 1^{er} juillet 2018

Dans le cadre de la politique du groupe de développement les événements suivants ont eu lieu depuis le 30 juin 2018 :

En Allemagne

Le groupe accélère son développement dans le soin à domicile en réalisant début juillet l'acquisition d'un premier réseau de soins intensifs, spécialisé dans la prise en charge des personnes lourdement dépendantes et basé à Munich. Cette offre a vocation à être développée dans d'autres villes, en particulier dans les régions dans lesquelles Korian est déjà bien implanté, comme la Bavière.

En Italie

Le Groupe a acquis en juillet un établissement de 115 lits à Padru, dans le Nord de la Sardaigne (Maison de retraite).

En Belgique

Le Groupe est entré en discussions exclusives avec Senior Assist pour l'acquisition d'un portefeuille complémentaire de 21 établissements représentant une capacité additionnelle de près de 1 800 lits. Cette acquisition permet à Senior Living Group de renforcer sa position de leader sur le marché belge, et en particulier de continuer à élargir sa couverture nationale, la majorité des établissements acquis étant situés en Wallonie où le Groupe est encore peu présent. Cette acquisition contribuera à hauteur d'environ 65 M€ au chiffre d'affaires du Groupe en année pleine.

1.5 Facteurs de risques

Il n'est pas anticipé de risques autres que ceux ayant été identifiés au paragraphe 2.6 « Gestion des risques » du Document de référence 2017, déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2018 et enregistré sous le numéro D.18-0411.

Ces facteurs de risques ne présentent pas d'évolution significative sur le 1^{er} semestre 2018.

1.6 Transactions avec des parties liées

Les informations sur les transactions avec des parties liées intervenues au 1^{er} semestre 2018 figurent en note 5.1 de l'annexe aux états financiers semestriels consolidés condensés du présent Rapport financier semestriel.

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations communiquées dans le Document de référence 2017 de la Société.

1.7 Perspectives

Au premier semestre, le Groupe a délivré une performance solide qui bénéficie de la montée en puissance des différentes actions engagées depuis deux ans dans le cadre du plan Korian 2020.

Au deuxième semestre, Korian poursuivra les différents programmes de rénovation et de développement engagés sur son parc et ouvrira 5 établissements neufs supplémentaires (« greenfields »). Par ailleurs, le Groupe continuera de mener une stratégie active d'acquisitions ciblées pour renforcer ses positions dans ses différents métiers et pour tirer pleinement profit du fort potentiel de croissance de ses quatre pays d'implantation.

Le Groupe vise désormais une croissance du chiffre d'affaires proche de 6% sur l'ensemble de l'année 2018 et attend une marge d'EBITDA stable sur l'exercice, compte tenu de la bonne discipline en matière de coûts affichée au premier semestre et des bénéfices attendus de la politique immobilière « asset smart ».

Le Groupe dispose d'atouts solides pour renforcer sa position de leader européen des soins et services d'accompagnements dédiés aux seniors et poursuit le déploiement de sa feuille de route stratégique Korian 2020 qui repose sur:

- Le renforcement du potentiel de croissance du Groupe, à travers l'expansion du parc, la modernisation et l'optimisation du réseau et l'élargissement de l'offre de service,
- La création de valeur immobilière,
- L'excellence opérationnelle,
- Une politique active de formation et de développement du personnel au soutien de la qualité des soins,
- L'accélération de l'innovation dans le digital.

CHAPITRE 2

Comptes semestriels consolidés condensés

2.1 Comptes semestriels consolidés condensés au 30 jui 2018

2.1.1 PRESENTATION DU BILAN CONSOLIDE

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30.06.2018	31.12.2017
Goodwills	3.1	2 306 303	2 218 729
Immobilisations incorporelles	3.1	1 763 426	1 759 714
Immobilisations corporelles		2 037 694	1 943 851
Immobilisations financières	3.2	33 894	54 170
Impôts différés actifs		207 733	209 019
Actifs non courants		6 349 050	6 185 484
Stocks		13 617	10 402
Clients et comptes rattachés	3.2	218 160	191 219
Autres créances et actifs courants	3.2	234 810	212 230
Instruments financiers actif	3.2/3.5	3 970	4 891
Disponibilités et équivalents de trésorerie	3.3	458 895	510 589
Actifs courants		929 452	929 330
Actifs détenus en vue de leur cession			108
Total de l'actif		7 278 502	7 114 922

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30.06.2018	31.12.2017
Capital		404 918	404 912
Primes		860 039	860 039
Réserves et résultats consolidés		1 203 647	1 197 454
Capitaux propres (part du Groupe)		2 468 604	2 462 405
Intérêts ne conférant pas le contrôle		10 957	12 272
Capitaux propres totaux		2 479 560	2 474 677
Provisions pour retraites		72 621	70 373
Impôts différés passifs		630 337	632 591
Autres provisions	3.4	135 884	153 878
Emprunts et dettes financières	3.5	2 550 685	2 497 818
Autres dettes non courantes	3.5	23 204	770
Passifs non courants		3 412 731	3 355 430
Provisions à moins d'un an	3.4	11 420	11 660
Fournisseurs et comptes rattachés	3.5	261 921	267 333
Autres dettes et comptes de régularisation	3.5	703 935	640 176
Emprunts à moins d'un an et découverts bancaires	3.5	394 498	352 940
Instruments financiers passif		14 438	12 706
Passifs courants		1 386 210	1 284 815
Passifs détenus en vue de leur cession			
Total du passif		7 278 502	7 114 922

2.1.2 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Résultat global

En milliers d'euros	Notes	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Chiffre d'affaires	4.1	1 632 363	3 130 942	1 539 669
Autres produits		1 542	4 227	2 093
Produits de l'activité		1 633 905	3 135 169	1 541 763
Achats consommés		131 542	252 633	123 576
Charges de personnel	4.1	850 173	1 616 472	799 257
Charges externes	4.1	371 521	734 538	362 171
Impôts et taxes		51 342	98 024	55 445
Dotations aux amortissements et dépréciations		84 349	157 029	78 596
Autres produits et charges d'exploitation		-1 591	6 727	7 288
Résultat sur acquisition et cession de participations consolidées	4.3	-1 672	-2 959	-1 007
Autres produits et charges opérationnels	4.3	5 845	3 062	-3 491
Résultat opérationnel	4.1	147 561	283 303	125 508
Coût de l'endettement financier net	4.4	-48 796	-98 430	-44 774
Autres éléments du résultat financier	4.4	-9 386	-22 107	-11 214
Résultat financier	4.4	-58 182	-120 537	-55 988
Résultat avant impôt		89 379	162 766	69 520
Impôts sur les bénéfices	4.5	-33 399	3 564	-29 526
Résultat des sociétés intégrées		55 980	166 330	39 994
Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		925	3 007	1 564
Part du Groupe		55 055	163 324	38 430
Résultat net part du Groupe/action (en euros)	4.6	0,68	2,02	0,47
Résultat net part du Groupe/action dilué (en euros)	4.6	0,63	1,87	0,44
Résultat net part du Groupe		55 055	163 324	38 430
Éléments recyclables : impact IFRS 9 / IAS 39 et IFRS 2 (évaluation des instruments dérivés de couverture et plans d'actions gratuites) net d'impôt		-1 761	5 738	4 904
Éléments non recyclables : impact IAS 19 (écarts actuariels)		29	-4 409	-1 148
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part Groupe		-1 732	1 329	3 755
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part Groupe		53 323	164 653	42 186
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres minoritaires		926	2 997	1 563

2.1.3 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30.06.2018	30.06.2017
Résultat net total		55 980	39 994
<i>Dont charge d'impôt</i>		33 399	29 526
Dotations nettes amortissements et provisions		72 649	77 881
Impôts différés		-6 106	-916
Résultat sur juste valeur et éléments non cash		-2 497	-5 595
Plus-values de cession d'actifs		755	4 997
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net		120 782	116 362
Élimination des frais d'acquisition des titres		1 672	1 006
Élimination des intérêts financiers nets versés		48 812	44 774
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net		171 265	162 142
Variation des stocks		-1 429	-67
Variation des créances clients		-12 138	-10 574
Variation des dettes fournisseurs		-7 763	-8 071
Variation État impôt sur les bénéfices		-20 757	24 331
Variation des autres éléments		-6 089	-23 509
Variation du besoin en fonds de roulement		-48 175	-17 890
Flux net de trésorerie généré par l'activité		123 090	144 252
Incidence des variations de périmètre sur acquisitions	2.3	-57 773	-33 028
Investissements incorporels et corporels décaissés		-87 380	-76 695
Autres investissements financiers décaissés		13 328	-14 006
Produits de cession d'immobilisations encaissés (hors titres)		884	3 541
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-130 942	-120 188
Net cash flow		-7 851	24 063
Actions propres imputées sur les capitaux propres		412	20
Augmentation des dettes financières		162 020	146 122
Remboursement des dettes financières		-162 849	-91 959
Autres flux liés aux opérations de financement		-4 736	59 400
Intérêts financiers nets versés		-42 832	-38 652
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	-1
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-47 986	74 930
Variation de la trésorerie		-55 837	98 994
Trésorerie à l'ouverture	3.3/3.5	503 802	294 261
Trésorerie à la clôture	3.3/3.5	447 964	393 256
Valeurs mobilières de placement		193 645	91 442
Disponibilités		265 250	316 828
Concours bancaires courants		-10 930	-15 014
Trésorerie		447 964	393 256

2.1.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Imputations directes en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 31 décembre 2016	400 890	841 520	241 110	539 494	2 023 014	13 914	2 036 930
Distribution de dividendes				-48 123	-48 123	-4 615	-52 737
Augmentation de capital	132	-1		-132	-1		-1
Regroupement d'entreprises			3 016		3 016		3 016
Actions propres			22		22		22
Instruments de capitaux propres			59 396		59 396		59 396
Autres variations				-152	-152	132	-20
<i>Résultat du premier semestre 2017</i>				38 430	38 430	1 564	39 994
Impact IAS 19 écarts actuariels			-1 148		-1 148	-1	-1 150
Évaluation des instruments dérivés de couverture et plans d'actions gratuites (nette d'impôt)			4 904	6 490	4 904		4 904
<i>Résultat global</i>			3 755	38 430	42 186	1 563	43 749
Au 30 juin 2017	401 022	841 519	307 299	536 008	2 085 848	10 995	2 096 843
Distribution de dividendes				13	13		13
Augmentation de capital	3 891	18 520			22 411		22 411
Regroupement d'entreprises			-3 016		-3 016		-3 016
Actions propres			-11		-11		-11
Instruments de capitaux propres			232 256		232 256		232 256
Autres variations			-65	546	482	-157	325
<i>Résultat du second semestre 2017</i>				124 894	124 894	1 442	126 336
Impact IAS 19 écarts actuariels			-3 260		-3 260	-9	-3 269
Évaluation des instruments dérivés de couverture et plans d'actions gratuites (nette d'impôt)			834	1 955	834		834
<i>Résultat global</i>			-2 426	124 894	122 467	1 434	123 901
Au 31 décembre 2017	404 912	860 040	534 038	663 416	2 462 406	12 272	2 474 678
Distribution de dividendes				-48 590	-48 590	-3 118	-51 708
Augmentation de capital	6			-6			
Regroupement d'entreprises						122	122
Actions propres			404		404		404
Instruments de capitaux propres			-4 351		-4 351		-4 351
Autres variations			-40	5 451	5 412	755	6 165
<i>Résultat du premier semestre 2018</i>				55 055	55 055	925	55 980
Impact IAS 19 écarts actuariels			29		29	0	29
Évaluation des instruments dérivés de couverture et plans d'actions gratuites (nette d'impôt)			-1 761		-1 761		-1 761
<i>Résultat global</i>			-1 732	55 055	53 323	926	54 249
Au 30 juin 2018	404 918	860 040	528 320	675 326	2 468 604	10 957	2 479 559

Il n'existe pas de droits, privilèges, restrictions attachés aux actions composant le capital. Il n'existe pas non plus d'actions réservées pour une émission dans le cadre d'options ou de contrats de vente d'actions.

Au 30 juin 2018, le capital social est fixé à la somme de 404 917 815 €. Il est divisé en 80 983 563 actions, intégralement libérées, toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de 5 € chacune.

Suite à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée 2018, la Société a procédé à la distribution d'un dividende de 0,60 € par action, avec une option pour un paiement en actions (sur la base d'un prix par action de 26,90 €). Le montant du dividende alloué, en numéraire et en actions, sur l'exercice s'élève à 48,6 M€.

Le Groupe a émis des emprunts obligataires à durée indéterminée en juin 2017. Ces instruments financiers hybrides ont été comptabilisés en instruments de capitaux propres pour un montant net des intérêts et frais d'émission de 287,3 M€ au 30 juin 2018 et ce conformément à la norme IAS 32.

Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres jusqu'à ce qu'ils soient annulés ou cédés.

Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values et dépréciations éventuelles n'affectent pas le résultat consolidé.

2.1.5 NOTES ANNEXES

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 12 septembre 2018 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit du 10 septembre 2018.

Le Groupe propose et développe une offre étendue de services liés à la prise en charge de la dépendance en France, en Allemagne, en Belgique et en Italie.

Note 1 Principes comptables

Note 1.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté. Ces normes comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et IAS (*International Accounting Standards*) ainsi que leurs interprétations disponibles sur le site de l'Union européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002_fr

Les états financiers semestriels consolidés condensés (« états financiers consolidés ») ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les comptes consolidés condensés suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes consolidés établis au 31 décembre 2017, à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 et qui n'avaient pas été anticipés par le Groupe :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients », amendement et « Clarifications à la norme IFRS 15 », qui remplacent les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations liées ;
- IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme IAS 39 sur les instruments financiers ;
- amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des normes IFRS, cycle 2014-2016 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée » ;

- amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ».

La mise en œuvre de ces nouvelles normes n'a pas d'impact significatif sur les comptes semestriels 2018 présentés.

IFRS 9 « Instruments financiers » :

Le Groupe Korian applique les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers depuis le 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les applique depuis le 1^{er} janvier 2018 avec une approche prospective à l'exception de la valeur temps des primes d'options nécessitant une application rétrospective et cela conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

La norme IFRS 9 modifie notamment :

- les conditions de comptabilisation des opérations de couverture et les grandes catégories comptables d'actifs et passifs financiers : compte tenu de la nature des transactions du Groupe Korian, l'impact n'est pas significatif en date de transition ;
- la reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues versus pertes encourues : ceci se traduit notamment par la comptabilisation de dépréciations des créances clients non échues.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2018 :
 - IFRS 16 « Contrats de location » qui introduit un nouveau modèle de comptabilisation des contrats de location et remplacera la norme IAS 17 et les interprétations liées ;
 - amendements à IFRS 9 : « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ».
- Normes, amendements et interprétations non adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2018 :
 - amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des normes IFRS, cycle 2015-2017 ;
 - IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » ;
 - amendements à IAS 19 : « Modification, réduction ou liquidation d'un régime de retraite à prestations définies » ;
 - IFRS 17 : « Contrats d'assurance » ;
 - amendements à IAS 28 : « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises ».

IFRS 16 « Contrats de location » :

Le Groupe a initié un projet de recensement des contrats de location concernés par l'application de la norme au 1^{er} janvier 2019. L'impact dont le chiffrage définitif est en cours de finalisation devrait être significatif sur la présentation des comptes consolidés du Groupe. Les engagements au titre des contrats de location immobilière sont détaillés dans la note 5.3.

Note 1.2 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe, présentés en milliers d'euros, sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les investissements détenus à des fins de négociation ;
- les investissements disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

Les actifs et passifs courants sont :

- les actifs et passifs destinés à être consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ;
- la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les découverts bancaires ;
- les actifs et passifs détenus essentiellement en vue d'être négociés.

Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

Note 1.3 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Korian et des filiales qu'elle contrôle pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2018.

Note 1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

Pour l'établissement des comptes consolidés, le Groupe utilise des estimations et formule des jugements qui sont régulièrement mis à jour et sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment des anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations retenues pour le 1^{er} semestre 2018 sont de même nature que celles décrites dans l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2017.

Les principales estimations et jugements faits par le Groupe pour l'établissement des états financiers consolidés concernent les éléments ci-après.

Goodwills, immobilisations incorporelles et corporelles

- Les valeurs d'utilité des actifs incorporels et corporels sont issues de valorisations internes à la Société, basées sur les *business plan* à moyen terme, les principales hypothèses retenues dans le cadre de cette évaluation (taux de croissance moyen terme, taux d'actualisation, taux de marge et taux de croissance à l'infini) étant estimées par le Groupe.
- Les valeurs comptables des actifs sont revues au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances seraient liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date de la dernière clôture.

Contrats de location

- Une analyse de chacun des contrats de location est réalisée. Les contrats de location sont qualifiés de contrats de location simple lorsque rien ne permet de considérer que « la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué soit transférée au preneur » et donc que le Groupe se comporte comme un propriétaire au regard des biens loués.

Engagements envers le personnel

- La valeur actualisée des obligations liées aux avantages au personnel est issue d'un calcul fondé sur différentes hypothèses actuarielles telles que le taux d'actualisation, le taux de croissance des salaires, la rotation du personnel ou l'âge de départ en retraite. Toute modification de ces hypothèses a une incidence sur la valeur comptable des obligations liées aux avantages au personnel.

Instruments financiers

- Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La note 3.5 « Financement et instruments financiers » décrit la valorisation de ces instruments.

Note 1.5 Méthodes de conversion

- Au 30 juin 2018, il n'existe pas de transactions en devises dans les comptes consolidés. Toutes les filiales sont situées dans la zone euro.

Note 2 Périmètre de consolidation

Note 2.1 Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées directement ou indirectement par la Société. Une filiale est contrôlée lorsque la Société :

- détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique opérationnelle et financière ;
- obtient des rendements variables provenant des activités de celle-ci ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

En général, les entreprises contrôlées sont celles dans lesquelles Korian détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les comptes des filiales sont intégrés globalement à partir de la date de prise de contrôle et cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Les comptes consolidés incluent la totalité des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont partagés entre la part du Groupe et celle des actionnaires minoritaires.

Partenariats

Aucune entité du Groupe n'est concernée par cette norme au 30 juin 2018.

Entreprises associées

Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles la Société exerce directement ou indirectement une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle. En général, il s'agit de sociétés dans lesquelles la Société détient directement ou indirectement au moins 20 % des droits de vote.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers des entreprises associées sont retenus dans les comptes consolidés à partir de la date de début de l'influence notable jusqu'à la date de perte de l'influence notable.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris l'écart d'acquisition) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

Il n'existe pas de participations mises en équivalence ni de participations dans des coentreprises.

Regroupement d'entreprises

A) REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

À la date d'acquisition, conformément à IFRS 3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés de la manière suivante :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- la participation ne donnant pas le contrôle de l'entreprise acquise (intérêts ne conférant pas le contrôle) est évaluée, soit à la juste valeur (*i.e.* un *goodwill* alloué à ces derniers : méthode du *goodwill* complet), soit en

retenant la quote-part de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entité acquise (*i.e.* sans *goodwill* affecté aux minoritaires : méthode du *goodwill* partiel). Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises ;

- les coûts liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont présentés sur la ligne « résultat des cessions et acquisitions des participations consolidées » du compte de résultat consolidé ;
- les compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, le complément de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur sera constaté en résultat. À l'intérieur de ce délai d'un an, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition seront également comptabilisés en résultat. Les autres changements seront comptabilisés en contrepartie de l'écart d'acquisition.

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat ; et
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition et évalués à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

B) ENGAGEMENTS DE RACHAT D'INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE CONTRACTES CONCOMITAMMENT A DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le traitement comptable suivant a été retenu en application des normes IFRS en vigueur et en conformité avec la recommandation de l'AMF :

- lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes pour la valeur actualisée du montant de rachat, avec pour contrepartie les capitaux propres ;
- la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement des capitaux propres considérant qu'il s'agit d'une transaction entre actionnaires.

Les dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle sont évaluées sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes (business plan à moyen terme), qui peuvent le cas échéant se révéler différentes de la réalité.

C) ACQUISITION COMPLEMENTAIRE DE TITRES APRES LA PRISE DE CONTROLE EXCLUSIF

Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les acquisitions complémentaires de titres d'une entité déjà contrôlée sont présentées dans les flux net de trésorerie liés aux opérations de financement.

D) ACQUISITION COMPLEMENTAIRE DE TITRES AVEC PRISE DE CONTROLE EXCLUSIF D'UNE ENTITE PREALABLEMENT SOUS INFLUENCE NOTABLE

La prise de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

La quote-part antérieurement détenue est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la prise de contrôle exclusif.

E) CESSION DE TITRES SANS PERTE DE CONTROLE EXCLUSIF

Lors d'une opération de cession partielle de titres d'une entité contrôlée exclusivement, cette opération ne modifiant pas le contrôle exercé sur cette entité, l'écart entre la juste valeur du prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur cession est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

F) CESSION DE TITRES AVEC PERTE DE CONTROLE EXCLUSIF

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

Toute participation résiduelle conservée est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

Note 2.2 Évolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2018, le périmètre de consolidation comprend, outre la société mère Korian SA, 490 sociétés consolidées par intégration globale (471 au 31 décembre 2017). Le 1^{er} semestre 2018 a été marqué par les différents événements suivants :

Variations de périmètre France

A compter du 1^{er} janvier 2018, Korian a intégré la société Ages & Vie dans son périmètre de consolidation. Ages & Vie a été acquise en décembre 2017, avec notamment l'acquisition de la société Ages & Vie Habitat à hauteur de 70% et de la société Ages & Vie Gestion à hauteur de 53,13%. Cette acquisition n'avait pas été intégrée au périmètre de consolidation au 31 décembre 2017, en raison du caractère non significatif du résultat au titre de l'exercice 2017 et de la contribution par rapport au total du bilan consolidé au 31 décembre 2017.

En mai 2018, Korian a acquis 100% du capital de la SAS Résidence Médicalisée Fontdivina et 100% du capital de la SCI La Méridienne. Cet établissement comporte 74 lits médicalisés, dont une unité protégée de 16 places, et six appartements en résidence services.

En avril 2018, Korian a acquis 100% de la SAS CLINIDEV détenant elle-même 100% de la SAS Clinidom, établissement d'Hospitalisation à Domicile, basé à Clermont-Ferrand et ayant développé une offre très spécialisée en oncologie. Clinidom devient la marque d'activité HAD du Groupe.

Variations de périmètre Belgique

A compter du 1^{er} janvier 2018, Korian a intégré à 100% dans son périmètre de consolidation les huit établissements acquis en décembre 2017 auprès de Senior Assist. Cette acquisition n'avait pas été intégrée au périmètre de consolidation au 31 décembre 2017, en raison du caractère non significatif du résultat au titre de l'exercice 2017 et de la contribution par rapport au total du bilan consolidé au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, Senior Living Group a fait l'acquisition de deux nouveaux établissements indépendants :

- ✓ L'acquisition de la maison de retraite Elckerlyck, d'une capacité de 77 lits, en janvier 2018
- ✓ L'acquisition de la maison de retraite Bormanshof, d'une capacité de 36 lits, en mars 2018

Variations de périmètre Italie

En juin 2018, Segesta Spa a fait l'acquisition à hauteur de 60% de la société Assisi project Spa. Cette société exploite l'hôpital San Giuseppe dans la région de Florence et comporte 83 lits spécialisés dans les traitements orthopédiques et les affections locomotrices.

Variations de périmètre Allemagne

En avril 2018, Korian Deutschland a fait l'acquisition à hauteur de 100% de la société Seniorheim an der paar GmbH située à Aichach.

Note 2.3 Principales données sur les variations de périmètre significatives

Incidence des acquisitions et cessions de filiales et des acquisitions et cessions des coentreprises sur la trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	
Prix d'acquisition des filiales [A]	104 691
Dont décaissé/encaissé [B]	82 318
Dettes contractées [C] = [A] - [B]	22 373
Prix de cession [D]	
Trésorerie acquise [E]	24 545
Trésorerie cédée [F]	
Effet variation de périmètre [G] = [E - F - B + D]	-57 773

Filiales dont l'affectation du prix d'acquisition est définitive

Néant

Filiales acquises au cours de l'exercice

Les impacts sur le bilan consolidé des filiales acquises et de l'affectation définitive du prix d'acquisition durant le 1^{er} semestre se ventilent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs apportés	Passifs apportés
Goodwills	86 750	
Immobilisations incorporelles	1 522	
Immobilisations corporelles	110 103	
Immobilisations financières	978	
Impôts différés actifs	903	
Actifs non courants	200 256	
Stocks	1 786	
Clients et comptes rattachés	13 172	
Autres créances et actifs courants	16 678	
Actifs courants	31 636	
Intérêts ne conférant pas le contrôle		122
Provisions pour retraites		31
Impôts différés passifs		6 939
Autres provisions		2 860
Emprunts et dettes financières		79 727
Autres dettes non courantes		21 272
Passifs non courants		110 829
Provisions à moins d'un an		303
Fournisseurs et comptes rattachés		11 709
Autres dettes et comptes de régularisation		50 028
Emprunts à moins d'un an		5 885
Instruments financiers passif		
Passifs courants		67 925
Actifs apportés	231 892	
Passifs apportés		178 876
Net apporté	53 016	

Filiales cédées

Néant.

Note 2.4 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5 :

- une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente et qui, d'une part, représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, et, d'autre part, fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ;
- un seul montant est présenté au compte de résultat et une analyse du montant unique ainsi présenté au titre de la présentation financière spécifique des activités abandonnées ;
- les actifs et les passifs (courants et non courants) du Groupe destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont présentés non compensés séparément des autres actifs et passifs du bilan, sur une seule ligne (à l'actif et au passif respectivement). Ils sont présentés au sein du sous-total des actifs et passifs courants, sur une ligne distincte au bas du bilan.

Ces actifs et groupes d'actifs, ainsi que les passifs associés, sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts de cession.

Activités abandonnées

Néant.

Actifs destinés à être cédés

Au 30 juin 2018, il n'existe pas d'actifs destinés à être cédés.

Note 3 Notes relatives au bilan

Note 3.1 *Goodwills*, immobilisations incorporelles

Goodwills

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017
Écarts d'acquisition bruts à l'ouverture	2 218 729	2 175 429
Variations de périmètre	86 295	104 125
Affectation définitive de l'écart d'acquisition		-60 825
Valorisation de la promesse de rachat des minoritaires		
Cessions		
Complément de prix	1 280	
Reclassements		
Actifs détenus en vue de la vente		
Écarts d'acquisition bruts à la clôture	2 306 304	2 218 729
Valeur des dépréciations à l'ouverture		
Dépréciations de l'exercice		
Valeur des dépréciations à la clôture		
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	2 218 729	2 175 429
ÉCARTS D'ACQUISITION NETS À LA CLÔTURE	2 306 304	2 218 729

Les *goodwills* sont évalués selon les principes comptables mentionnés dans la note 2.

Variations du poste « *Goodwills* »

En milliers d'euros	Groupe	France	Allemagne	Belgique	Italie
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	2 218 729	1 177 736	666 624	142 603	231 766
Variations de périmètre	86 295	39 656		17 421	29 219
Affectation définitive de l'écart d'acquisition					
Complément de prix	1 280				1 280
ÉCARTS D'ACQUISITION NETS À LA CLÔTURE	2 306 303	1 217 391	666 624	160 024	262 264

Les *goodwills* calculés au 30 juin 2018 sur les acquisitions de la période sont en instance d'affectation.

Conformément à la norme IFRS 3R et compte tenu du délai prévu par les normes, les actifs et passifs identifiables des établissements acquis au 1^{er} semestre 2018 (cf. note 2) sont en cours de valorisation. La détermination du *goodwill* sera finalisée dans un délai de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Au 30 juin, conformément à la norme IAS 32, pour les acquisitions du groupe Ages et Vie en France, acquis à hauteur de 70%, et de la société Assisi Project Spa, acquise à hauteur de 60%, l'obligation contractuelle de racheter les intérêts minoritaires, a donné lieu à la comptabilisation d'une dette actualisée classée en « autres dettes non courantes ».

Cette dette a été évaluée pour les besoins de la clôture semestrielle à la valeur actuelle de remboursement c'est-à-dire la valeur actuelle la plus probable de l'exercice de l'option de vente, en fonction des éléments, notamment les Business Plan établis à la date d'arrêt.

Immobilisations incorporelles

ÉVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les autorisations d'exploiter acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition déterminée sur la base d'un multiple de chiffre d'affaires.

Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation par la suite. L'essentiel des actifs incorporels est composé d'autorisations d'exploiter, qui constituent des actifs à durée de vie indéfinie non amortissables. Le cas échéant, ils donnent lieu à dépréciation lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur comptable.

En France, bien que les autorisations soient accordées pour une durée de 15 ans et que les conventions tripartites soient signées pour une période de cinq ans, aucun amortissement n'est constaté dans les comptes consolidés. Cette position de place du secteur est liée au fait que l'autorisation d'exploiter ne peut être réellement retirée que dans le cas où le Groupe ne respecte pas les conditions imposées par les autorités de tutelle dans le cadre d'exploitation de ce genre d'établissements et notamment le respect des normes minimales de prise en charge, vérifié par une visite de conformité.

En Allemagne, il n'existe pas d'autorisation administrative pour exploiter les établissements, qui sont essentiellement soumis à des normes techniques. Les droits d'exploiter ne répondent pas en ce sens à la définition d'une immobilisation incorporelle identifiable. En revanche, les tarifs sont encadrés par des tutelles et le développement de l'activité dépend des relations avec celles-ci.

En Belgique, le marché des maisons de retraite médicalisées est un marché qui présente des barrières réglementaires à l'entrée ; régulé au niveau régional, une licence d'exploitation est obligatoire et les prix d'hébergement sont contrôlés.

En Italie, une réglementation nationale impose des exigences structurelles minimales. Chaque région transpose cette réglementation à son niveau. Les établissements italiens sont soumis à des contrôles par les tutelles dans le cadre des conventions conclues avec celles-ci.

<i>En milliers d'euros</i>	Autorisations	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 679 846	219 071	1 898 918
Variations de périmètre		6 078	6 078
Cessions		-366	-366
Acquisitions		6 727	6 727
Transferts		5 730	5 730
Valeur brute à la clôture	1 679 846	237 240	1 917 086
Amortissements et dépréciations cumulés à l'ouverture	11 489	127 715	139 204
Variations de périmètre		4 556	4 556
Cessions		-343	-343
Amortissements et dépréciations		10 433	10 433
Transferts		-188	-188
Amortissements et dépréciations cumulés à la clôture	11 489	142 172	153 661
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 668 358	91 357	1 759 714
Valeur nette comptable à la clôture	1 668 357	95 068	1 763 426

Les autorisations se répartissent comme suit par secteur opérationnel :

<i>En milliers d'euros</i>	France	Belgique	Italie	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 277 880	199 730	202 235	1 679 846
Dépréciations	11 489			11 489
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 266 391	199 730	202 235	1 668 357
Valeur brute à la clôture	1 277 880	199 730	202 235	1 679 846
Dépréciations	11 489			11 489
Valeur nette comptable à la clôture	1 266 391	199 730	202 235	1 668 357

Aucune autorisation ne représente à elle seule un montant significatif pour le Groupe.

Note 3.2 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent :

- les actifs financiers non courants : titres de participation de sociétés non consolidées, créances rattachées, cautions et dépôts de garantie donnés ;
- les actifs financiers courants incluant des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Conformément à IFRS 9, les actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- les actifs financiers comptabilisés au coût amorti,
- ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global,
- ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat.

Évaluation et comptabilisation des actifs financiers :

Les actifs financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur, en général, égale au coût d'acquisition.

Prêts et créances

Cette catégorie regroupe les autres prêts et créances. Ils sont comptabilisés au bilan au coût amorti.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisés au bilan au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (la trésorerie en banque, la caisse) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et supportant un risque négligeable de changement de valeur (les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois, ainsi que les SICAV monétaires Euro classées dans la catégorie AMF « monétaire court terme »).

Les placements à court terme sont comptabilisés à la valeur de marché à chaque clôture.

Catégories d'actifs financiers

Le tableau ci-après permet d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard de l'actif consolidé du Groupe.

Ce tableau présente une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation. Les différents niveaux de juste valeur ont été définis de la manière suivante :

- niveau 1 : prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : données observables autres qu'un prix coté sur un marché actif (modèles financiers) ;
- niveau 3 : données non observables.

En milliers d'euros	2018	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat				Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Évaluation à la juste valeur			
			Trésorerie et équivalents de trésorerie	Titres non consolidés	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	Impact du risque de défaut de la contrepartie - Credit Value Adjustment		Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
									Marchés actifs	Informations observables	Informations non observables
Actifs non courants											
Titres non consolidés	285			285					285		
Autres actifs non courants	33 609	33 609									
Immobilisations financières	33 894	33 609		285					285		
Actifs courants											
Clients et comptes rattachés	218 160	218 160									
Autres créances	230 282	230 282									
Dépôts et cautionnements	4 528	4 528									
Autres créances et actifs financiers courants	234 810	234 810									
Instruments dérivés actif	3 970				0	-136	4 106	3 970			
Valeurs mobilières de placement	193 645		193 645				193 645				
Trésorerie	265 250		265 250								
Disponibilités et équivalents de trésorerie	458 895		458 895				193 645				

La valeur comptable des actifs financiers est représentative de leur juste valeur.

Transfert et utilisation des actifs financiers

Conformément à la norme IFRS 9, le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsqu'il n'attend plus de flux de trésorerie futurs de ceux-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont attachés.

Dans le cadre de contrats d'affacturage, des contrats de cession de créances commerciales conclus uniquement en Italie permettent de céder à un ensemble d'institutions financières une partie des postes clients de certaines filiales avec un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages attachés à l'encours cédé.

Les cessions de créances par les filiales italiennes se font à leur valeur nominale, diminuée d'une commission initiale de 0,3 % à 0,6 % comptabilisée en autres charges, à laquelle s'ajoutent des intérêts financiers basés sur l'Euribor majoré et enregistrés en charges financières.

Le montant total des créances cédées et sorties de l'actif sur le 1^{er} semestre 2018 s'élève à 63 652 K€.

Le résultat de cession de ces créances sur le 1^{er} semestre 2018 s'élève à -555 K€.

Ventilation sur l'année des cessions de créances	Exercice 2018	1 ^{er} trimestre 2018	2 ^{ème} trimestre 2018
Créances cédées	63 652	30 822	32 830
Créances encaissées	62 273	29 739	32 534
Commissions au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées	-240	-127	-113
Charges financières afférentes	-315	-167	-148
Résultat de cession	-555	-294	-261
TRÉSORERIE NETTE REÇUE	61 718	29 445	32 273

Note 3.3 Disponibilités et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017
Valeurs mobilières de placement	193 645	292 842
Trésorerie	265 250	217 747
Total	458 895	510 589

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de dépôts à terme ou de SICAV de trésorerie euro, classées dans la catégorie AMF « monétaire court terme », et conformément aux critères d'IAS 7, elles sont très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumises à un risque négligeable de variation de valeur.

Note 3.4 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) et qu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet du temps est significatif. L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, une provision ne peut être constituée que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (prud'hommes, contrôles fiscaux, litiges commerciaux, etc.) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

Provisions non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Fiscal	Social	Autres	Total
Solde à l'ouverture	67 169	49 986	36 723	153 878
Dotations	3 538	2 559	3 504	9 601
Utilisations	-5 940	-4 140	-2 775	-12 856
Reprises	-15 784	-309	-1 508	-17 601
Variations de périmètre		2 171	688	2 860
Reclassements		2	-2	
Solde à la clôture	48 984	50 269	36 630	135 883

Provisions courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Fiscal	Social	Autres	Total
Solde à l'ouverture	95	12 063	-498	11 660
Dotations	123	492	57	672
Utilisations	-177	-54		-230
Reprises	-985			-985
Variations de périmètre			303	303
Reclassements				
Solde à la clôture	-944	12 501	-138	11 420

Principaux risques et litiges

LITIGES FISCAUX

Les provisions pour litiges fiscaux concernent des provisions pour redressement d'impôt et des litiges fiscaux dont les montants ont été contestés. Les provisions correspondent à la meilleure estimation du risque au 30 juin 2018.

LITIGES SOCIAUX

Les provisions constituées sont relatives à des litiges prud'homaux et à des indemnités de fin de contrat. Aucun litige individuel ne représente un montant significatif.

Il n'existe pas, à la connaissance de la Société et de ses conseils, de litige non provisionné et susceptible d'affecter d'une façon significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

Note 3.5 Financement et instruments financiers

Endettement net (courant/non courant)

Les emprunts produisant intérêts sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, diminuée des coûts de transaction associés. Ces coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À chaque clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont ventilés :

- en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les 12 mois après la clôture et ;
- en passifs non courants pour les échéances dues à plus de 12 mois.

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017
Emprunts auprès d'établissements de crédit et des marchés financiers	1 550 673	1 581 065
Dette immobilière	1 258 745	1 130 832
<i>dont dette IAS 17 hors sale and leaseback</i>	701 197	645 542
<i>dont dette immobilière vis-à-vis contrepartie financière</i>	557 548	485 290
Autres dettes financières diverses	124 834	132 074
Concours bancaires courants	10 930	6 787
Dettes financières (A)	2 945 183	2 850 758
Valeurs mobilières de placement	193 645	292 842
Disponibilités	265 250	217 747
Trésorerie (B)	458 895	510 589
Trésorerie apportée à titre de garantie (C)		
ENDETTEMENT NET (A) - (B) - (C)	2 486 288	2 340 169

Analyse de la dette financière par nature de taux (excluant la dette IAS 17 hors sale and leaseback)

En milliers d'euros		30.06.2018	31.12.2017
Taux fixe (excluant la dette IAS 17 hors sale and leaseback)	42%	944 913	895 327
Taux variable	58%	1 299 073	1 309 889
TOTAL		2 243 986	2 205 216

Au 30 juin 2018, la part de l'endettement du Groupe à taux variable s'élève à 58 % des dettes financières (excluant la dette IAS 17 hors sale and leaseback). Le Groupe dispose d'instruments financiers qui visent à le protéger contre les variations de taux. Il utilise les instruments financiers dérivés standards (*swaps* de taux d'intérêts, *caps*, *floors*, etc.).

En tenant compte des instruments financiers qualifiés de couverture de flux de trésorerie, l'encours des crédits à taux variable au 30 juin 2018 est couvert à hauteur de 60 %.

Par ailleurs, les dettes assorties de sûretés réelles de type nantissement, hypothèque, crédit-bail, représentent 17,7 % de la dette brute.

Analyse de la dette financière par échéance

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017
Moins d'un an	394 498	352 940
Dettes financières court terme	394 498	352 940
1 à 5 ans	1 679 229	1 654 200
Au-delà de 5 ans	871 456	843 618
Dettes financières long terme	2 550 685	2 497 818
TOTAL	2 945 183	2 850 758

Évolution de l'endettement du Groupe au 30 juin 2018

Au 30 juin 2018, l'endettement net du Groupe atteint 2 486 M€, en hausse de 146 M€ par rapport au 31 décembre 2017. La dette financière nette, hors dette immobilière, s'est élevée à 1 228 M€ contre 1 209 M€ au 31 décembre 2017.

La dette immobilière s'est établie à 1 259 M€ contre 1 131 M€ au 31 décembre 2017. L'augmentation résulte d'une part de l'augmentation du taux de détention des actifs immobiliers et d'autre part de l'entrée en périmètre des acquisitions réalisées en France et en Belgique.

Le ratio de dette nette sur EBITDA retraité ⁽³⁾ ressort à 3,2x, qui se compare à un maximum autorisé de 4,75x au 30 juin 2018. Le crédit syndiqué et les dettes obligataires Schuldschein et Euro PP sont soumis à ce covenant. L'évolution du covenant est notifiée semestriellement aux prêteurs du crédit syndiqué et annuellement aux obligataires.

La dette brute du Groupe hors concours bancaires courants se décompose comme suit au 30 juin 2018 :

- dette liée au crédit syndiqué à hauteur de 500 M€ (tranche « term loan »),
- obligations placées auprès d'investisseurs privés et d'autres emprunts pour un montant total de 1 062 M€,
- titres négociables à court terme et autres pour 106 M€,
- dettes immobilières pour 1 259 M€. Ces dettes sont principalement constituées de crédit-baux et de *finance leases* (en application de la norme IAS 17) avec des maturités longues.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 448 M€ à la fin du 1^{er} semestre 2018.

Instruments financiers de couverture

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés (swaps et caps) pour se couvrir contre le risque de taux d'intérêt qui découle de sa politique de financement à taux variable. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur, qui est déterminée par application de modèles de valorisation intégrant des paramètres de marché à la date de clôture.

Pour les instruments financiers qui participent à une relation qualifiée comptablement de couverture :

- si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de juste valeur, les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert pour le risque couvert sont enregistrées en résultat sur la même période ;
- si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de flux de trésorerie, la variation de valeur de la partie efficace du dérivé est enregistrée dans les capitaux propres. En revanche, la part inefficace de la variation de valeur du dérivé est enregistrée directement en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé directement dans le résultat financier de l'exercice.

La juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée en actifs courants et passifs courants.

La valeur de marché des instruments souscrits pour couvrir le risque de taux après l'impact du risque de défaut de la contrepartie est de -10 468 K€ au 30 juin 2018.

Le tableau ci-après présente les éléments de produits, charges, profits et pertes comptabilisés dans le compte de résultat et dans les capitaux propres au 1^{er} semestre 2018 avant impositions différées par catégories d'instruments financiers.

En milliers d'euros	Impact en capitaux propres	Impact de la couverture en résultat	Impact du « Non documenté » en résultat	Impact du risque de défaut de contrepartie
Instruments financiers éligibles à la comptabilité de couverture	-3 393	181		
Instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture			146	
TOTAL	-3 393	181	146	148

³ (Dette nette – dette immobilière)/(EBITDA ajusté – (6,5% * dette immobilière))

Actif	31.12.2017	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Variation	30.06.2018
Swap de taux	2 309			-1 457	851
Options	2 710			545	3 255
Total des instruments financiers de couverture Actif	5 018			-912	4 106
Swap de taux					
Options	1			-1	0
Total des instruments financiers non éligibles Actif	1			-1	0
Total de l'impact du risque de défaut de la contrepartie - Credit Value Adjustment	-128			-8	-136
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS ACTIF	4 891			-922	3 970

Passif	31.12.2017	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Variation	30.06.2018
Swap de taux	11 939			1 293	13 232
Options				742	742
Total des instruments financiers de couverture Passif	11 939			2 035	13 974
Swap de taux	949			-64	885
Options	292			-83	209
Total des instruments financiers non éligibles Passif	1 241			-147	1 094
Total de l'impact du risque de défaut de la contrepartie - Debit Value Adjustment	-474			-156	-630
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS PASSIF	12 706			1 732	14 438
TOTAL NET	7 815			2 654	10 468

Catégories de passifs financiers

Le tableau ci-après permet d'apprécier l'importance des instruments financiers au regard du passif consolidé du Groupe. Il présente une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation. Les différents niveaux de juste valeur ont été définis de la manière suivante :

- niveau 1 : prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : données observables autres qu'un prix coté sur un marché actif (modèles financiers) ;
- niveau 3 : données non observables.

En milliers d'euros	2018	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat			Passifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Évaluation à la juste valeur		
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	Impact du risque de défaut de la contrepartie - Debit Value Adjustment	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
							Marchés actifs	informations observables	Informations non observables
Passifs non courants									
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 455 290	1 455 290							
Financement de la dette immobilière	1 094 215	1 094 215							
Participation des salariés	40	40							
Autres dettes financières diverses	1 140	1 140							
Emprunts et dettes financières	2 550 685	2 550 685							
Engagement de rachat des minoritaires	22 381	22 381							
Autres dettes non courantes	823	823							
Passifs courants									
Emprunts auprès des établissements de crédit	95 383								
Financement de la dette immobilière	164 530	95 383							
Concours bancaires courants	10 930	164 530							
Autres dettes financières diverses	123 654	10 930							
Emprunts < 1 an et découverts bancaires	394 498	394 498							
Instruments dérivés passif	14 438			1 094	-630	13 974		14 438	
Fournisseurs et comptes rattachés	261 921	261 921							
Dépôt des résidents	62 910	62 910							
Autres dettes	641 025	641 025							
Autres dettes et comptes de régularisation	703 935	703 935							

La valeur comptable des passifs financiers est représentative de leur juste valeur.

Note 4 Notes relatives au compte de résultat

Note 4.1 Détermination du résultat opérationnel

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel est obtenu par différence entre les charges et produits avant impôt autres que :

- les éléments de nature financière ;
- la quote-part de résultat des opérations faites en commun avec des sociétés non intégrées ; et
- le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

La participation des salariés est intégrée dans les charges de personnel.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend essentiellement des prestations de services réalisées dans le cadre de l'hébergement et des soins apportés aux résidents quelle que soit l'origine du règlement. Les produits sont constatés au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Charges de personnel

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Salaires & traitements	649 662	1 209 646	610 043
Charges sociales	206 385	404 919	192 786
Participation des salariés	5 026	15 298	4 774
Autres charges de personnel	-10 900	-13 390	-8 346
Total	850 173	1 616 472	799 257

Charges externes

Le montant des charges externes s'élève au 1^{er} semestre 2018 à 371,5 M€ et comprend des charges de locations mobilières et immobilières pour 196,4 M€. Au 1^{er} semestre 2017, le montant des charges externes s'élevait à 362,2 M€ et comprenait des charges de locations immobilières et mobilières pour 192,2 M€.

Dans le cadre du périmètre italien, les charges externes s'élèvent à 88,8 M€. Ce montant inclut les frais de salaires refacturés par les coopératives.

Note 4.2 Secteurs opérationnels

Secteurs opérationnels

IFRS 8 impose que soient fournies des informations sectorielles fondées sur des composantes du Groupe contrôlées et mesurées par la Direction du Groupe. Ces composantes (secteurs opérationnels) sont identifiées sur la base des rapports internes que la direction opérationnelle du Groupe examine régulièrement pour les décisions d'affectation de ressources aux secteurs et lors de l'évaluation de leurs performances.

Les secteurs opérationnels sont présentés par zone géographique (France, Allemagne, Belgique et Italie). Le Groupe est structuré en quatre secteurs opérationnels correspondant aux pays dans lesquels le Groupe Korian est présent.

Le management suit la performance par secteur principalement au niveau de l'EBITDAR.

Les indicateurs présentés sont ceux suivis par la direction opérationnelle du Groupe, notamment le chiffre d'affaires et l'EBITDAR (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, Amortization and Rent*).

Secteurs opérationnels au 30.06.2018	Total toutes activités	France	Allemagne	Belgique	Italie
<i>En milliers d'euros</i>					
Chiffre d'affaires et autres produits	1 633 905	812 532	449 681	204 119	167 574
EBITDAR ⁽¹⁾	424 102	221 576	109 965	51 828	40 734
	26,0%	27,3%	24,5%	25,4%	24,3%
Passage de l'EBITDAR au résultat opérationnel au 30 juin 2018 :					
<i>En milliers d'euros</i>					
EBITDAR	424 102				
Loyers externes	196 365				
Dotation aux amortissements et provisions	84 349				
Résultat sur acquisition et cession des participations consolidées	-1 273				
Autres produits et charges opérationnels	5 447				
Résultat opérationnel	147 561				

Secteurs opérationnels au 30.06.2017	Total toutes activités	France	Allemagne	Belgique	Italie
<i>En milliers d'euros</i>					
Chiffre d'affaires et autres produits	1 541 763	784 100	434 989	171 112	151 561
EBITDAR ⁽¹⁾	400 784	215 325	106 186	42 634	36 638
	26,0 %	27,5 %	24,4 %	24,9 %	24,2 %
Passage de l'EBITDAR au résultat opérationnel au 30 juin 2017 :					
<i>En milliers d'euros</i>					
EBITDAR	400 784				
Loyers externes	192 182				
Dotation aux amortissements et provisions	78 596				
Résultat sur acquisition et cession des participations consolidées	-1 007				
Autres produits et charges opérationnels	-3 491				
Résultat opérationnel	125 508				

(1) EBITDAR (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, Amortization and Rent) = EBE avant charges locatives.

Note 4.3 « Autres produits opérationnels » et « autres charges opérationnelles »

Ces rubriques représentent l'incidence des événements majeurs intervenus pendant la période comptable et de nature à fausser la lecture de la performance, notamment l'EBITDAR (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, Amortization and Rent*), indicateur de référence privilégié par le Groupe et repris dans la communication financière.

Il s'agit de produits ou de charges en nombre limité, et peu fréquents, présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle.

Ils comprennent notamment :

- les plus ou moins-values de cession et les dépréciations, importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration et de fusion : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits opérationnels tels que les provisions relatives aux litiges d'une matérialité très significative.

Résultat sur acquisition et cession des participations consolidées

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Frais d'acquisition sur titres	-1 672	-2 959	-1 007
Résultat de cession des participations consolidées			
RÉSULTAT SUR ACQUISITION ET CESSION DES PARTICIPATIONS CONSOLIDÉES	-1 672	-2 959	-1 007

Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Quote-part de la plus-value lease back	1 917	3 837	1 918
Plus ou moins-values de cessions d'actifs non courants	-503	-354	-462
Autres charges opérationnelles / produits opérationnels	4 430	-421	-4 947
TOTAL PRODUITS (CHARGES)	5 845	3 062	-3 491

Les autres charges opérationnelles/produits opérationnels intègrent des reprises de provision à caractère fiscal en Allemagne.

Note 4.4 Résultat financier net

Le résultat financier se décompose entre le coût de l'endettement financier net et les autres éléments du résultat financier.

Le coût de l'endettement brut correspond aux charges d'intérêts sur les dettes bancaires, obligataires et liées à des contrats de location-financement.

Les autres éléments du résultat financier comprennent principalement le coût des couvertures mises en place par le Groupe, les effets d'amortissement des frais d'émission capitalisés, les effets d'amortissement liés aux renégociations et restructurations des dettes et instruments de couverture, les commissions et frais bancaires payés (y compris charges de *factoring*) et le coût financier attribuable aux engagements envers le personnel.

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Coût de l'endettement financier brut	-48 812	-98 448	-44 791
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	15	18	17
Coût de l'endettement financier net	-48 796	-98 430	-44 774
Coût des couvertures	-2 860	-6 598	-3 432
Commissions et frais bancaires	-3 428	-7 412	-3 806
Effets des restructurations de couvertures	-117	-297	-147
Frais financiers capitalisés sur frais et primes d'émission des emprunts	-2 659	-5 911	-2 230
Autres charges financières	-1 963	-5 630	-2 539
Autres produits financiers	1 641	3 740	940
Autres éléments du résultat financier	-9 386	-22 107	-11 214
Résultat financier	-58 182	-120 537	-55 988

Note 4.5 Impôts sur les bénéfices

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Impôts courants	-39 505	-68 909	-32 116
Impôts différés	6 106	72 474	2 590
IMPÔT SUR LES RÉSULTATS CHARGE (PRODUIT)	-33 399	3 564	-29 526

Le taux d'impôt pour le Groupe est de 37,4 %. La charge d'impôt sur le résultat du semestre est comptabilisée sur la base d'une estimation du taux d'impôt effectif du Groupe, conformément à la norme IAS 34.

Note 4.6 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en supposant l'exercice de l'ensemble des options dilutives existantes et selon la méthode du « rachat d'actions » définie dans la norme IAS 33 Résultat par action.

	30.06.2018	31.12.2017	30.06.2017
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	55 055	163 324	38 430
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	80 983	80 983	80 983
Résultat en euros par action	0,68	2,02	0,47
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	55 055	163 324	38 430
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	80 983	80 983	80 983
Ajustements liés aux options de souscription d'actions	6 378	6 378	6 378
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action	87 361	87 361	87 361
Résultat dilué en euros par action	0,63	1,87	0,44

Note 5 Informations complémentaires

Note 5.1 Transactions avec des parties liées

Il n'y a pas d'évolution significative dans les modalités de rémunération des dirigeants par rapport aux éléments décrits dans le Document de référence 2017.

Note 5.2 Engagements et passifs éventuels

Litiges : il n'existe pas, à la connaissance de la Société et de ses conseils, de litige non provisionné et susceptible d'affecter d'une façon significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

Note 5.3 Engagements au titre des contrats de location immobilière

Contrats de location-financement

En milliers d'euros	30.06.2018	31.12.2017
Valeur nette comptable des actifs en location financement	982 369	939 754
Engagements de location par échéance :		
– inférieurs à 1 an	72 467	69 561
– de 1 an à 5 ans	321 467	266 224
– supérieurs à 5 ans	597 481	586 596
TOTAL DES ENGAGEMENTS	991 415	922 381

Contrats de location simple immobilière

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2018	31.12.2017
Loyers minimums relatifs à des contrats non annulables dus :		
- à moins d'un an	357 981	358 291
- à plus d'un an et jusqu'à 5 ans	1 191 616	1 196 890
- à plus de 5 ans	1 777 984	1 920 274
TOTAL DES ENGAGEMENTS	3 327 581	3 475 455

Note 5.4 Événements postérieurs à la clôture

Depuis le 1^{er} juillet 2018, le Groupe a réalisé les opérations suivantes.

Distribution 2018

Suite à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée 2018, la Société a procédé à la distribution d'un dividende de 0,60 € par action, avec une option pour un paiement en actions (sur la base d'un prix par action de 26,90 €). Cette option s'est traduite par l'émission, le 16 juillet 2018, de 992 862 actions nouvelles. Elles portent jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 2018 et bénéficient des mêmes droits que les actions ordinaires en circulation. Le montant du dividende versé en numéraire s'est élevé à la somme de 22 M€.

Le capital social de la Société s'élève désormais à la somme de 409 882 125 € et est divisé en 81 976 425 actions.

Poursuite de la stratégie de développement

Dans le cadre de la politique du groupe de développement les événements suivants ont eu lieu depuis le 30 juin 2018 :

En Allemagne, le groupe accélère son développement dans le soin à domicile en réalisant début juillet l'acquisition d'un premier réseau de soins intensifs, spécialisé dans la prise en charge des personnes lourdement dépendantes et basé à Munich. Cette offre a vocation à être développée dans d'autres villes, en particulier dans les régions dans lesquelles Korian est déjà bien implanté, comme la Bavière.

En Italie, acquisition de 95% des actions de la société « Smeralda RSA S.r.l. », établissement de 115 lits à Padru, dans le Nord de la Sardaigne.

2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Korian, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris La-Défense, le 13 septembre 2018

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Manuela Baudoin-Revert

May Kassis-Morin

CHAPITRE 3

Attestation du responsable du document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 13 septembre 2018

Mme Sophie Boissard, Directrice générale

KORIAN

Société anonyme au capital de 409 882 125 euros

21-25 rue Balzac - 75008 Paris

RCS Paris 447 800 475